



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU TARN

**DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT**

Unité interdépartementale Tarn-Aveyron

ICPE n° 0800037

20 MAI 2016

Arrêté de mise en demeure du
concernant une carrière de granite exploitée par la SARL *Les Carrières de l'Arthuzié*
au lieu-dit *Bois de l'Ebès*, sur le territoire de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme

Le préfet du Tarn,
Chevalier de la Légion d'honneur

- Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.514-5, L.516-1, R.516-1 et R.516-2 ;
- Vu le décret du Président de la République du 31 juillet 2014 portant nomination de Monsieur Thierry GENTILHOMME en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 19 avril 2016 portant délégation de signature à Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premiers traitements des matériaux de carrières ;
- Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu la circulaire du 9 mai 2012 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières et au stockage des déchets de l'industrie des carrières ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 25 mai 2010 autorisant la SARL *Les Carrières de l'Arthuzié* à exploiter à ciel ouvert une carrière de granite au lieu-dit *Bois de l'Ebès*, sur le territoire de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme ;
- Vu le courrier de la DREAL du 5 décembre 2014 rappelant à la SARL *Les Carrières de l'Arthuzié* son obligation de renouveler sans délai les garanties financières de la carrière qu'elle exploite ;
- Considérant que la SARL *Les Carrières de l'Arthuzié*, sise 38 lotissement du Carla - 81100 Burlats, poursuit l'exploitation de la carrière de granite située au lieu-dit *Bois de l'Ebès*, sur le territoire de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme ;
- Considérant que les garanties financières de la carrière, d'un montant de 45 780 €, ne sont plus constituées depuis le 24 mai 2015 ;
- Considérant que les garanties financières auraient dû être renouvelées au moins six mois avant la date d'échéance ;

Considérant que le non renouvellement des garanties financières constitue un non respect de la prescription GF2 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2010 ;

Considérant qu'en pareille situation, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement et de mettre en demeure la SARL *Les Carrières de l'Arthuzié* de constituer les garanties financières correspondantes, conformément à l'arrêté du 31 juillet 2012 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn,

arrête

Article 1

La SARL *Les Carrières de l'Arthuzié* est mise en demeure de fournir au préfet, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'acte de cautionnement solidaire de la carrière de granite qu'elle exploite au lieu-dit *Bois de l'Ebès*, commune de Saint-Salvy-de-la-Balme. Cet acte sera établi conformément à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

Article 2

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) - inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la SARL *Les Carrières de l'Arthuzié* et dont une copie est déposée à la mairie de Saint-Salvy-de-la-Balme pour être communiquée à toute personne qui en ferait la demande. Une copie de cet arrêté est transmise pour information au sous-préfet de Castres.

Albi, le 20 MAI 2016

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,



Laurent GANDRA-MORENO

Délais de recours : Le présent arrêté peut être déféré par l'exploitant au tribunal administratif de Toulouse - 68, rue Raymond IV - BP 7007 - 31068 Toulouse cedex 7, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.